

VERDICT DANS LE PROCÈS DES ÉMEUTIERS DE LA CITÉ MAHIEDDINE

4 condamnations et 8 acquittements
prononcés par le tribunal criminel

Huit acquittements et quatre condamnations à des peines allant de deux ans à dix-huit mois de prison ferme. Tel est le verdict prononcé, hier, en fin de soirée, par le tribunal criminel près la cour d'Alger à l'encontre des douze prévenus résidant au niveau de la cité Mahieddine, à Alger, en détention préventive depuis quinze mois.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Poursuivis pour les chefs d'accusation «d'association de malfaiteurs, d'attroupement illégal, de destruction de biens publics, consommation de drogue, etc.», quatorze parmi les dix-sept mis en cause dans cette affaire ont été acquittés, à la grande joie de leurs proches et parents venus nombreux assister mercredi à leur procès qui s'est tenu au niveau de la cour d'Alger. Le verdict prononcé tard dans la soirée de mardi dernier a vu, par ailleurs, quatre prévenus condamnés par la même juridiction à des peines allant de dix-huit mois à deux années de prison ferme.

Pour rappel, le représentant du ministère public avait requis la «peine maximale» à l'encontre des douze mis en cause, sans toute-

fois signifier la durée de ladite peine. D'ailleurs, les avocats de la défense ont axé leurs plaidoiries sur le «fait que l'accusation n'a point avancé le moindre argument justifiant ses demandes» ou encore «étayé par des preuves tangibles les chefs d'accusation contenus dans l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation».

Les mis en cause dans cette affaire, poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation, dont «association de malfaiteurs, occupation illégale de l'espace public» ou encore «destruction des biens publics», ont rejeté «globalement et dans le détail» les accusations du parquet général. Lors de leurs auditions par la présidente du tribunal criminel, les personnes en question, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas la trentaine et certains sont

des pères de famille, ont indiqué : «Nous sommes loin de ces accusations et les personnes à l'origine des incidents de mars 2011 sont dans la nature.»

En effet, tout a commencé lorsqu'un citoyen résidant au niveau de la cité Mahieddine a décidé de bâtir une maison de fortune «pour abriter sa petite famille». «Après sept jours, la police, sur saisine de la municipalité, a décidé de la détruire. Suite à cela, j'ai fait une tentative de suicide, le reste des événements, je n'en suis nullement responsable», a indiqué Sakhri Abdelhak.

En effet, cette situation a suscité la réaction des citoyens résidant dans le quartier qui ont exprimé leur «soutien à Abdelhak». Dès lors, la route a été coupée et des échauffourées ont éclaté entre les services de sécurité et les habitants de la cité Mahieddine.

Des incidents qui ont causé, selon l'accusation, des blessures jugées graves aux éléments des services de sécurité. Suite à cela, des descentes policières ont eu



Photo : DR

Le représentant du ministère public avait requis la peine maximale.

lieu lors desquelles il a été procédé à «l'arrestation de plusieurs personnes et la récupération d'un lot important d'armes blanches». Or, pour la défense, tout cela est «faux». «Il n'y a point d'arguments solides avancés par l'accusation», a martelé la défense. Un refus exprimé, par ailleurs, par les prévenus. «La police a procédé à

notre arrestation, car dans un passé récent, nous étions de petits délinquants. Aujourd'hui, nous sommes majeurs, responsables et pères de famille et nous n'avons aucun lien avec ces personnes qui portent atteinte à l'ordre public», ont indiqué, pour leur part, les prévenus lors de leur audition.

A. B.

SONATRACH**Les agents de l'hygiène en sit-in ouvert**

Une centaine d'agents de l'hygiène travaillant pour l'entreprise Sonatrach tiennent depuis une semaine un sit-in ouvert devant le ministère de l'Energie et des Mines. Les contestataires, qui dénoncent «leur licenciement abusif», demandent à être réintégrés dans leurs postes de travail. «Nous travaillons pour l'entreprise depuis 2010. A l'époque, le ministre de tutelle nous avait promis de nous régulariser, or, nous avons été surpris d'apprendre que nos contrats ne seront pas renouvelés car ils ont sous-traité avec une autre entreprise de nettoyage privée qui leur a fourni le personnel nécessaire», ont expliqué les protestataires. Ces derniers affirment qu'ils ne comptent pas quitter les lieux sans la régularisation de leur situation.

S. A.

Mourad Ghdia entre dans son 50^e jour de grève de la faim

Dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, Yamina Maghraoui, coordinatrice du Comité de soutien aux greffiers grévistes de la faim, a interpellé la société civile au sujet de la dégradation de la santé de Mourad Ghdia, président de la Fédération nationale des travailleurs du secteur de la justice, qui est à son 50^e jour de grève de la faim.

Les femmes qui faisaient grève avec lui l'ont cessé. Or, lui, «veut aller jusqu'au bout de ses forces au risque de sa santé». Elle estime que le silence et l'indifférence vis-à-vis de son cas «confortent le pouvoir dans toutes ses pratiques».

«50 jours de grève de la faim et de souffrances n'ont pas suffi pour interpellier le pouvoir qui s'apprête à célébrer le 50^e anniversaire de l'indépendance dans l'indifférence, le mépris et l'oppression des travailleurs et les violations des lois», s'indigne-t-elle.

R. N.

PORT D'ALGER**Le SG du syndicat de l'Epal et six cadres syndicaux suspendus**

Le secrétaire général du syndicat d'entreprise du port d'Alger ainsi que six membres du conseil syndical, affilié à l'UGTA, ont été suspendus de toute activité syndicale, a-t-on appris de source sûre.

A l'origine de cette mesure, un différend organique qui oppose cette structure à l'Union locale d'Alger-Centre. La mesure de suspension a été prise dans un premier temps à l'encontre des six membres du conseil syndical, qui «n'auraient pas respecté le règlement intérieur de l'organisation à

travers, notamment la mise en vente des cartes d'adhésion».

Un argument que rejettent les syndicalistes suspendus, arguant qu'à «l'origine de cette mesure, il y a un différend interne qui nous oppose aux responsables de l'Union locale d'Alger-Centre», une structure hiérarchique dépen-

dant de l'Union de la wilaya d'Alger UGTA. Face à cette situation, le secrétaire général du syndicat d'entreprise du port d'Alger a exprimé son soutien aux six cadres syndicaux, en considérant qu'ils «ont été abusivement suspendus». Dès lors, une autre mesure de suspension a été prise à son encontre par la même structure. Il n'en demeure que face à ces rebondissements, le secrétaire général de l'Union de la wilaya

d'Alger a été saisi ainsi que le secrétaire général de la Fédération des travailleurs des ports «pour qu'une solution soit trouvée à cette problématique qui risque de porter atteinte à l'unité syndicale». Il est à noter, par ailleurs, que le premier responsable de la Centrale syndicale Abdelmadjid Sidi-Saïd a été également saisi du dossier par les instances syndicales concernées.

Abder B.

TIARET**Six personnes soupçonnées de soutien aux terroristes épinglées**

Six membres soupçonnés de soutien aux groupes terroristes ont été épinglés au cours de cette semaine à Tiaret-Ville.

Ces personnes dont un mineur sont âgées entre 27 et 35 ans, a-t-on appris de sources bien informées. Cinq d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt et le mineur, quant à lui, a été mis sous contrôle judiciaire par le juge d'instruction près le tribunal pour les chefs d'accusation de soutien et aide aux groupes terroristes et non-dénonciation. Notre source ajoute que les services de sécurité, lors de

leurs investigations, ont découvert en leur possession, des tracts subversifs, des CD incitant au djihad, des cartes d'identité falsifiées avec des pseudonymes, ainsi que 12 puces de téléphone mobile (Nedjma, Djazzy, Mobilis). Les mis en cause sont soupçonnés d'apporter un soutien logistique aux groupes terroristes, sur le territoire du Sersou. Ce coup de filet mené par les services de sécurité fait suite aux attentats qui ont touché la région des Ouacifs (Tizi-Ouzou), dont le commissariat a été la cible d'une attaque terroriste (deux brigadiers assassinés et une fillette grièvement blessée).

Pour rappel, deux membres accusés de soutien ont été mis sous mandat de dépôt, le mois de mars dernier à Tiaret, et certains de leurs aveux ont été d'un précieux concours pour les différents services de sécurité qui ont passé au peigne fin toutes les pistes.

Il convient également de signaler, selon certaines sources fiables, que plusieurs éléments actifs et nouvellement recrutés ont rejoint les rangs des terroristes ces derniers mois et seraient originaires des régions du sud-ouest de la wilaya de Tiaret.

Hamzaoui Benchohra

TLEMCEN**Saisie de 9 quintaux de kif à Aïn Nehala**

Encore une importante saisie de drogue qui nous renseigne sur la volonté des trafiquants à utiliser le territoire algérien comme un couloir de transit car les grandes quantités sont généralement destinées à l'exportation.

Ces derniers mois, la chasse aux trafiquants ne connaît pas de répit et toute la bande frontalière est quadrillée par les services de sécurité et les éléments des Douanes algériennes qui semblent bien connaître la stratégie des narcotrafiants.

Cette saisie a eu lieu sur l'axe autoroutier Tlemcen-Bel Abbès. Hier, à l'aube, les élé-

ments des Douanes, appartenant à la Direction régionale de Tlemcen, ont identifié le véhicule de marque Renault 25 qui roulait à vive allure.

Pris en chasse, le conducteur a pris la fuite en abandonnant le véhicule qui transportait 9,24 quintaux de kif traité dont la valeur est estimée à plus de 3 milliards de centimes. Les douaniers ont dû user de leurs armes pour neutraliser le véhicule, cette fois-ci encore le convoyeur a réussi à prendre la fuite.

Selon les premières informations, cette affaire est liée à celle qui a permis, dans la journée de mardi, de mettre la main sur les 20

quintaux saisis dans la région de Nedroma dans la nuit de mardi. Depuis le début de l'année, c'est une quantité de 49 tonnes de drogue qui a été saisie par les différents services de sécurité (police et Douanes).

Avec une frontière fermée qui dispose de 70 postes avancés et 14 postes d'observation relevant du 2^e groupement régional de Darak El Watani, des quantités énormes de drogue passent les frontières algériennes (les saisies sont opérées en territoire algérien) et des milliers de litres de carburant passent chez nos voisins.

M. Zenasni